AVIS D'APPEL D'OFFRE DE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT/ CABINET DE CONSULTANCE FORMATEUR EN TECHNIQUES DE DEVELLOPEMENT DES PRODUITS FINANCIERS RURAUX POUR LE STAFF DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE PARTENAIRES DANS LE CADRE DU PROJET PADFIR

1. Contexte

Dans le cadre de la mise en œuvre du Projet d'Appui au Développement de la Finance Innovatrice Rurale au Burundi « **PADFIR Burundi en sigle** » intervenant dans les 13 provinces à savoir : CIBITOKE, BUBANZA, BUJUMBURA, RUMONGE, MAKAMBA, GITEGA, MUYINGA, NGOZI, KAYANZA, MWARO, BURURI, KIRUNDO et RUTANA. Ce projet a comme objectif global d'accroître l'inclusion financière des populations rurales économiquement actives au Burundi y compris les femmes et les jeunes - afin d'améliorer leurs possibilités d'emploi, leurs conditions de vie et leur résilience aux chocs économiques.

C'est dans ce cadre que Cordaid lance un avis d'appel d'offre pour recruter un Consultant ou Cabinet de consultance pour animer une formation en techniques de développement des produits financiers ruraux pour le staff des IMF partenaires .

Cet appel d'offre est adressé à toute personne physique ou morale disposant des qualifications et compétences requises pour exécuter ce travail.

2. Acquisition des termes de références

Pour les candidats intéressés, les termes de référence sont gratuitement disponibles au bureau de Cordaid Burundi, sis à Kigobe Nord, Boulevard Mwambutsa IV, N° 8, Tél. : 22 21 01 99, et pourront être retirés à partir du **10 Avril 2023**.

3. Date limite de dépôt des offres

Les offres sous plis fermés devront être déposées à l'adresse indiquée ci-dessus au plus tard, le **24 Avril 2023 à 17h00**.

POUR CORDAID BURUNDI

Zarir Hugues MERAT

Directeur Pays

TERMES DE REFERENCE POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT/ CABINET DE CONSULTANCE FORMATEUR EN TECHNIQUES DE DEVELLOPEMENT DES PRODUITS FINANCIERS RURAUX POUR LE STAFF DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE PARTENAIRES DANS LE CADRE DU PROJET PADFIR

1. Introduction

Sur financement de l'Ambassade des Pays Bas au Burundi, Cordaid BURUNDI a reçu un budget pour exécuter le projet PADFIR. Après le processus de sélection de ses partenaires, Cordaid a signé des conventions de financement avec 10 IMF à savoir : TWITEZIMBERE, DIFO, INYISHU, CECM, ISHAKA, RECECA, CDEC, UCODE, WISE, HFM et 2 compagnies d'assurance pour une approche commerciale : BICOR A.G, SOCAR Vie ainsi qu'avec ISECOM avec l'approche communautaire pour mettre en œuvre un projet d'appui au développement de la finance innovatrice rurale (PADFIR).
La zone d'intervention du projet PADFIR est composée de 13 provinces à savoir : CIBITOKE, BUBANZA, BUJUMBURA, RUMONGE, MAKAMBA, GITEGA, MUYINGA, NGOZI, KAYANZA, MWARO, BURURI, KIRUNDO et RUTANA.**).** Ce projet a comme objectif global d'accroître l'inclusion financière des populations rurales économiquement actives au Burundi y compris les femmes et les jeunes - afin d'améliorer leurs possibilités d'emploi, leurs conditions de vie et leur résilience aux chocs économiques.

Comme objectifs spécifiques du projet PADFIR, nous citons :

Objectif Spécifique 1. Soutenir la mise à l'échelle des produits et services financiers adaptés aux besoins des clients ruraux par les IMF en veillant à ce que les femmes et les jeunes soient pris en compte.

Objectif Spécifique 2. Soutenir le développement et la mise à l'essai de produits et services financiers ruraux innovants.

Objectif Spécifique 3. Faciliter la mise en relation des clients potentiels avec les IMF dans les zones rurales, en partenariat avec des projets et des programmes opérant dans le secteur du développement rural, le soutien au système financier informels (à titre d'exemple des Association d'Épargne et de Crédits et autres groupes ou structures du monde rural) et le renforcement des chaînes de valeur agricoles.

Cordaid travers son projet PADFIR s'est focalisé dans un premier temps sur la mise l'échelle des produits financiers existant et l'analyse des chaines de valeurs potentiellement rentables pour ses partenaires. La seconde étape est la consolidation de la première mais cette fois ci ,il va se

focaliser sur le développement des produits financiers ainsi que l'accompagnement des partenaires dans tout le processus.

C'est dans ce cadre que Cordaid lance un avis d'appel d'offre pour recruter un Consultant ou Cabinet de consultance pour animer une formation en techniques de financement agricole pour le staff des partenaires impliqués dans le projet.

Cet appel d'offre est adressé à toute personne physique ou morale disposant des qualifications et compétences requises pour exécuter ce travail.

2. Objectif général de la formation

L'objectif général visé par cette formation est de former l'équipe des IMF partenaires impliqués d'une manière ou d'une autre sur l'approche méthodologique de développement des produits financiers ruraux.

Objectifs spécifiques visés par la formation sont :

- ✓ Apprendre à l'équipe des IMF partenaires tout processus de développement d'un produit financier rural ;
- ✓ Apprendre à l'équipe des IMF partenaires , tout le processus de développement d'un produit financier ;
- ✓ Acquérir les connaissances nécessaires relatifs au développement d'un produit financier ruraux ;
- ✓ Connaitre les périodes importantes pour commencer le développement des produits financiers ruraux ;
- ✓ Aider les IMF à identifier/choisir au moins un produit financier à développement durant la période contractuel avec Cordaid
- ✓ Connaitre les moments propices pour être accompagné au bureau et au terrain
- ✓ Apprendre les principaux risques liés au financement rural ;
- ✓ Maitriser les étapes cruciales à poursuivre dans le développement du produit financier.
- ✓ Les participants doivent être à mesure de planifier dans le temps toutes les étapes de développement d'un produit financier rural

3. RESULTAT ATTENDU

1. Un atelier de formation à l'endroit des agents et cadres des IMF sur l'approche méthodologique de développement des produits financiers ruraux est animé avec satisfaction.
2. chaque IMF qui a participé dans l'atelier a un plan réaliste de développement d'au moins un produit financier rural avec priorité sur les chaines de valeur développées par PADANE

4. Profil du Consultant

Le Consultant intéressé par cette offre devra avoir le profil suivant :

- Avoir un diplôme de niveau universitaire de BAC+4 au minimum en Sciences Economiques, finances, en développement communautaire ou tout autre domaine connexe ;

- Disposer d'une expérience solide et pertinente dans la formation sur le développement des produits financiers ruraux ;

- Avoir une bonne connaissance sur le fonctionnement des institutions de microfinance et l'accès au crédit en général ;

- Justifier d'une expérience réussie dans l'accompagnement des IMF dans le développement des produits ruraux et/ou agricole ;

- Avoir un sens aigu du travail en équipe et de la rédaction de rapports d'ateliers.

- N'avoir pas un autre contrat en cours avec le projet directement ou indirectement

5. Durée de la mission

La durée de la mission est de 6 jours répartie comme suit :

- Un (1) jour pour la préparation de la formation ;
- Trois (4) jours d'animation de la session de formation proprement dite ;
- Un (1) jour pour la production du rapport de mission ;

6. Dossier du Consultant et présentation de l'offre

Le consultant présentera son dossier de candidature comprenant une offre technique et une offre financière présentées séparément dans deux (02) enveloppes distinctes.

La 1ère enveloppe contiendra **l'offre technique** constituée des éléments ci-après :

- Une lettre de soumission pour l'offre technique adressée à Monsieur le Directeur Pays de Cordaid ;
- Une note claire de présentation de l'approche méthodologique structurée de développement des produits financiers ;

- Une note de compréhension de la mission contenant le plan de formation (avec le chronogramme avec matière à dispenser) et la méthodologique à utiliser ;

- Proposition du profil des staff des IMF appropriés à cette formation

- Une estimation de la durée du processus de développement d'un produit financier agricole

- Un curriculum vitae détaillé reprenant, entre autres, le profil professionnel du candidat et les réalisations en matière de consultance dans le domaine de l'accompagnement dans le processus de développement des produits financiers ;

- Une note sur les références professionnelles (au moins 3 références) ;

- Les copies des diplômes certifiées conformes aux originaux, attestations et autres documents prouvant la qualification et l'expérience du consultant principal ;
- L'adresse complète du Consultant ;

- Le numéro d'identification fiscale (NIF) ;

- Une attestation fiscale de soumission valide et délivrée par l'OBR

N. B : L'absence ou la non-conformité de Copie du numéro d'identification fiscale (NIF)et de l'attestation fiscale de soumission entraînera le rejet de l'offre lors de l'analyse.

La proposition technique ne comprendra **aucune indication sur le coût** et sera rédigée en langue française.

La 2ème enveloppe contiendra **l'offre financière** composée des éléments ci-après :

- Une lettre de soumission adressée à Monsieur le Directeur Pays de Cordaid ;
- Les honoraires du Consultant établis sur base des coûts unitaires, des hommes/jours compte tenu du calendrier de réalisation du mandat **(Prix toutes taxes comprises).**

Les deux enveloppes seront ensuite placées dans une enveloppe extérieure portant la mention suivante :

« A Monsieur le Directeur Pays de Cordaid : Offre pour le Recrutement d'un consultant formateur en techniques de financement agricoles des agents et cadres des IMF partenaires de Cordaid » **<u>à ne pas ouvrir avant la séance d'ouverture des offres</u>**

Si une enveloppe n'est pas marquée comme indiqué ci-dessus, Cordaid, ne sera en aucun cas responsable si l'offre est égarée ou si elle est ouverte prématurément par mégarde.

7. Remise des offres

Les offres devront être déposées au siège de Cordaid sis KIGOBE NORD 8, Boulevard MWAMBUTSA IV, P.O Box 6701, Bujumbura/Burundi, téléphone : +257 22 21 01

La date limite de dépôt est fixée au **24/04/2023 à 17h00, heure locale.** Les dossiers déposés ne seront pas remis.

Toute offre reçue après la date limite ne sera pas prise en considération.

8. Ouverture des offres et sélection du candidat

L'ouverture des offres se fera en deux étapes :

- 1ère étape concernera d'abord l'ouverture et l'analyse des offres techniques ;
- 2eme étape concernera l'ouverture des offres financières pour les candidats qui auront obtenu la note de qualification technique fixée à 70% de la pondération de l'offre technique.

La méthode de sélection sera basée sur **la qualité technique et le coût en deux étapes distinctes.**

Si l'enveloppe extérieure porte l'identité du soumissionnaire, Cordaid Burundi ne pourra garantir que l'offre a été remise anonymement et l'offre sera rejetée.

9. DATE ET LIEU DE SOUMISSION DES OFFRES

Date limite de soumission : 24/**04/2023 à 17h00, heure locale**
- Lieu de dépôt : Dépôt du dossier physique au bureau de Cordaid-Burundi sis KIGOBE NORD 8, Boulevard MWAMBUTSA IV, P.O Box 6701, Bujumbura/Burundi, téléphone : +257 22 21 01 99. Période de démarrage probable de pour la mission : 1mai 2023.

10. DISPOSITIONS FINALES

-Les soumissionnaires restent engagés par les offres techniques et financières sur une Période de 90 jours compter de la date limite de dépôt des offres, Cordaid BURUNDI se réserve le droit de ne pas donner suite à tout ou partie du présent appel d'offre ou de repousser la date de dépôt si elles sont jugées non satisfaisantes à ses attentes ou à celle de ses partenaires.
Tout dossier déposé dans le cadre du présent appel ne pourra en aucun cas être rendu au soumissionnaire.

Seul le candidat retenu sera contacté.
Le consultant devra exécuter la mission en se basant sur la loi portant réglementation des établissements de Microfinance au Burundi.

L'évaluation des offres sera effectuée en interne par un comité d'évaluation interne des offres et au moyen d'un processus à quatre étapes tel que décrit ci-dessous :

a) Evaluation de l'offre technique (pondération 70)

L'offre technique sera notée sur 100 points répartis de façon suivante :

1. Niveau de formation académique du consultant principal / **25** pts
2. Adéquation de la méthodologie proposée (note de compréhension de la mission+ plan de travail) /**35** pts (
3. Expérience professionnelle / **40** pts

N.B : La note technique (NT) minimum de qualification requise pour l'étape d'évaluation financière est de 70 points.

b) Évaluation de l'offre financière (Pondération 30%).

Pour évaluer une offre financière, Cordaid Burundi prendra en compte les éléments ci-après : Le prix de l'offre et les ajustements apportés au prix pour corriger les erreurs arithmétiques. Les offres financières des soumissionnaires sélectionnés pour l'évaluation financières seront classées, et une Note Financière (NF) maximum de 100 points sera attribuée à l'offre la moins chère et proportionnellement aux autres :

NF= offre financière la moins chère x 100/ offre financière du soumissionnaire concurrent

La Note Générale (NG) du soumissionnaire sera calculée comme suit : NG= 0,7NT + 0,3NF

c) Comparaison des offres et attribution du marché

Après évaluations techniques et financière, les notes pondérées seront additionnées en vue de pouvoir faire la comparaison des offres sur base de la **Note Générale**.

L'offre économiquement la plus avantageuse sera celle dont la moyenne pondérale des notes issues de l'évaluation technique et financière est la plus élevée.

11. LUTTE CONTRE LE FINANCEMENT DU TERRORISME

- ✓ L'Organisation certifie que ni elle, ni ses représentants/fournisseurs ne figurent actuellement sur la liste des parties volontairement exclues, inéligibles, suspendues ou récusée d'un(e) quelconque service ou agence gouvernemental(e).
- ✓ L'Organisation certifie qu'elle se conforme à l'ensemble des lois qui interdisent les transactions ou aides apportées à un groupe terroriste et qu'elle ne fournit aucune assistance à des personnes ou entités soutenant le terrorisme.
- ✓ L'Organisation ne certifie qu'aucun des fonds reçus en vertu de la présente Convention n'est utilisé afin de venir en aide à des personnes ou entités associées au terrorisme.
- ✓ L'Organisation n'a pas le droit de fournir une assistance ou d'organiser, de gérer ou d'affecter une aide quelconque via des groupes militaires ou combattants.
- ✓ L'Organisation est tenue de signaler tout cas de détournement ou d'ingérence par un groupe armé, y compris une organisation terroriste.

- ✓ L'Organisation certifie qu'elle ne figure pas sur la liste du Comité du Conseil de sécurité des Nations Unies créé par la résolution 1267 (1999). Cette liste peut être consultée à l'adresse suivante : https://www.un.org/securitycouncil/content/un-sc-consolidated-list

- ✓ L'Organisation consent à informer Cordaid immédiatement en cas de violation de ces dispositions.

- ✓ Si Cordaid a autorisé l'Organisation à sous-traiter, les dispositions du présent article seront intégrées à tous les contrats de sous-traitance conclus par l'Organisation en vertu de la présente Convention.

14. SIGNALEMENT DES CAS DE MAUVAISE CONDUITE OU DE FRAUDE

Si vous êtes victime, témoin ou suspect d'une fraude, veuillez signaler votre problème en utilisant l'une des options suivantes :

- Le directeur pays au téléphone +257 68 312 901, Email : Zarir.Merat@cordaid.org

-Le responsable de l'intégrité via integrity@cordaid.org ou l'auditeur interne via Frans.vanmidde@cordaid.org,